

AMERIQUE LATINE - « Opération Condor », cauchemar de l'Amérique latine - Retour sur un terrorisme d'Etat béni par les Etats Unis (par Pierre Abramovici, Le Monde Diplomatique)

mercredi 30 août 2006, mis en ligne par [Dial](#)

Le 12 janvier, un tortionnaire argentin, M. Ricardo Miguel Cavallo, a été extradé du Mexique vers l'Espagne, pour y être jugé. Le 6 mars, à Buenos Aires, un autre juge a abrogé les lois qui mettaient les militaires à l'abri de poursuites judiciaires depuis la fin de la dictature. En revanche, au Chili, le général Augusto Pinochet a été laissé en liberté sous caution après que la qualification de ses crimes eut été réduite. Pourtant, les témoignages et documents sur la « sale guerre » menée par les dictatures du cône sud, avec l'aval des Etats-Unis, se multiplient.

« Nous, les Chiliens, comme tous les peuples d'Occident, combattons les dictatures en "ismes" et les agents étrangers menaçant notre pays. On doit les combattre de toutes ses forces, l'arme principale étant la coopération entre les polices de toute l'Amérique [1]. »

Le « señor Castillo, du service de renseignement chilien », a les yeux braqués sur le spectateur. Le film s'intitule Le crime ne paie pas. Nous sommes pendant la seconde guerre mondiale et Hollywood fabrique alors des petits films patriotiques baptisés « Pour une défense commune ». Inspirés par le FBI, ils se veulent une attaque contre les espions nazis en Amérique latine et une illustration de la coopération des services de police et de renseignement à l'échelle du continent.

On pourrait dater de cette période les origines de ce qui va devenir l'opération Condor : un vaste plan de répression continental mis en place par les dictatures latino-américaines dans les années 1970-1980. Seule la couleur de « l'isme » a alors changé, passant du brun au rouge.

C'est la découverte, par hasard, fin décembre 1992, de deux tonnes d'archives de la dictature Stroessner dans un commissariat de Lambaré, dans la banlieue d'Asunción (Paraguay), qui a permis de reconstituer les activités criminelles de ce réseau international. Le déclassé de documents de la CIA concernant le Chili, le 13 novembre 2000, a confirmé et précisé la teneur de ces « archives de la terreur ».

Dès la conférence panaméricaine de Chapultepec, au Mexique, en février 1945, les Etats-Unis mettent en garde les militaires sud-américains contre le communisme. Dans cette perspective, des accords bilatéraux d'assistance militaire seront effectivement signés en 1951 : approvisionnement en armes et financements américains, stationnement de conseillers militaires et entraînement des officiers latino-américains aux Etats-Unis et à l'Ecole des Amériques, dans la zone américaine du canal de Panamá.

La révolution castriste, en 1959, précipite évidemment le mouvement vers une « défense continentale contre le communisme ». En 1960, le général Theodore F. Bogart, commandant de l'US Southern Command (commandement sud de l'armée des Etats-Unis), basé dans la Canal Zone, à Panamá, invite ses collègues latino-américains à une réunion « amicale » pour discuter des problèmes communs. Ainsi naissent les Conférences des armées américaines (CEA). Tenues chaque année à Fort Amador (Panamá), puis à West Point en 1964, les réunions s'espacent à partir de 1965, pour être organisées tous les deux ans. Là, dans ce lieu de réunion quelque peu obsessionnel, typique de la guerre froide et ne donnant lieu qu'à de rares échos publics, se situe le coeur de ce qui deviendra l'opération Condor.

En dehors du MCI (Mouvement communiste international, acronyme commode pour désigner tous les opposants), les militaires latino-américains partagent une obsession majeure : l'interconnexion des

services. Dès sa deuxième réunion, la CEA exprime le désir d'établir un comité permanent dans la zone du canal de Panamá « afin d'échanger des informations et du renseignement [2] ». Ce souhait va aboutir à la mise en place d'un réseau de communication à l'échelle continentale et à des rencontres bilatérales ultra-secrètes (Argentine-Paraguay, Brésil-Argentine, Argentine-Uruguay, Paraguay-Bolivie, etc.), pour le renseignement.

Emises par tel pays vers un ou plusieurs autres, des fiches d'information circulent à travers le réseau « Agremil » - de *agregados militares* (attachés militaires). Emanant généralement des services de renseignement militaires (G-2), elles peuvent aussi provenir des polices politiques ou même de services moins officiels comme l'Organisation de coordination des opérations antisubversives (OCHOA), un escadron de la mort issu de la police politique uruguayenne, dont les membres participent aux interrogatoires, aux tortures et aux exécutions, notamment en Argentine [3].

Lors de la X^e réunion de la CEA (Caracas, 3 septembre 1973), le général Breno Borges Fortes, chef d'état-major de l'armée brésilienne, admet que la stratégie de lutte contre le communisme est du ressort exclusif des forces armées de chaque pays mais que, « en ce qui concerne l'aspect collectif, nous estimons que sont seuls efficaces (...) l'échange d'expériences ou d'informations et l'aide technique dans la mesure où celle-ci est sollicitée [4] ». Décision est prise de « donner plus de force à l'échange d'informations pour contrecarrer le terrorisme et (...) contrôler les éléments subversifs dans chaque pays [5] ».

Alors que le sous-continent tombe progressivement dans les serres des régimes militaires inspirés de l'exemple brésilien, l'Argentine vit une curieuse transition entre le retour au pouvoir de Juan Domingo Peron en 1973 et le putsch de 1976. La police et les forces armées autorisent le développement d'escadrons de la mort issus de leurs rangs, comme l'Alliance anticommuniste argentine (AAA). Pourtant, l'Argentine demeure alors le seul pays du cône Sud où peuvent trouver asile des milliers de réfugiés, surtout chiliens et uruguayens, victimes de la persécution politique et sociale.

Force spéciale anti-exilés

Début mars 1974, des représentants des polices du Chili, d'Uruguay et de Bolivie se réunissent avec le sous-chef de la police fédérale argentine, le commissaire Alberto Villar (cofondateur de l'AAA), pour étudier la manière dont ils pourraient collaborer pour détruire le « foyer subversif » que constitue à leurs yeux la présence de ces milliers de « subversifs » étrangers en Argentine. Le représentant du Chili, un général des carabiniers, (Lire dans *El Correo : El Autentico*) propose « d'accréditer dans chaque ambassade un agent de la Sécurité, qui pourrait appartenir soit aux forces armées soit à la police, et dont la fonction principale serait d'assurer la coordination avec la police ou le représentant de la Sécurité de chaque pays ». Le général ajoute : « Nous devrions disposer également d'une centrale d'informations où l'on pourrait se procurer les renseignements concernant les individus marxistes (...), échanger des programmes et des informations sur les personnes politiques (...). Il faudrait que nous puissions aller et venir en Bolivie, de la Bolivie aller au Chili, et de là revenir en Argentine, bref nous déplacer dans n'importe lequel de ces pays sans qu'il soit besoin d'une enquête formelle [6]. »

Le commissaire Villar promet que le Département des affaires étrangères (DAE) de la surintendance de sécurité de la police fédérale argentine s'occupera des étrangers qui intéressent les juntas voisines. En août de cette année-là commencent effectivement à apparaître, sur les dépôts d'ordures de Buenos Aires, les premiers cadavres de réfugiés étrangers, notamment boliviens. Le 30 septembre, dans la capitale argentine, une bombe posée par un commando chilien et un agent (ou ex-agent) de la CIA, Michael Townley, tue le général Carlos Prats, ancien commandant en chef de l'armée chilienne pendant l'Unité populaire et fer de lance de l'opposition au général Augusto Pinochet.

Des commandos policiers ou militaires franchissent les frontières. Au cours des mois de mars et avril 1975, par exemple, plus de vingt-cinq Uruguayens sont arrêtés à Buenos Aires par des policiers argentins et uruguayens. Dans les locaux de la police argentine, ceux-ci mènent conjointement les interrogatoires. Jorge Isaac Fuentes Alarcón, militant chilien [7], est, lui, arrêté sur la frontière paraguayenne par la police de ce pays. Comme l'établira la commission Retting - commission nationale de vérité et de réconciliation chilienne - dans son rapport remis au président Patricio Aylwin le 8 février 1991 [8], l'interrogatoire du

captif est mené par la police paraguayenne, les services de renseignements argentins et... des fonctionnaires de l'ambassade des Etats-Unis à Buenos Aires, ces derniers transmettant à la police chilienne les informations recueillies. Alarcón sera ensuite remis aux agents de la Direction du renseignement national chilien (DINA) présents au Paraguay, et transféré au Chili.

Car, entre-temps, le Chili a perfectionné le système. Après le putsch du 11 septembre 1973 - dans lequel le président américain Richard Nixon et son secrétaire d'Etat, M. Henry Kissinger, ont une responsabilité directe -, le général Pinochet a confié les pleins pouvoirs au colonel Manuel Contreras pour « extirper le cancer communiste » du pays. Assez vite, la DINA se transforme en Etat dans l'Etat.

La forte présence à l'étranger d'opposants irréductibles constitue l'un des principaux problèmes de la dictature chilienne. Elle réussit l'assassinat du général Prats, mais les anticastristes cubains recrutés pour la circonstance ratent, en février 1975, l'exécution de Carlos Altamirano et de Volodia Teitelboim, respectivement chefs du Parti socialiste et du Parti communiste chilien en exil. Début août, le colonel Contreras effectue un voyage destiné à convaincre les services de sécurité de toute l'Amérique latine de créer une force spéciale anti-exilés. Il prend également la peine, le 25 août, de se rendre au siège de la CIA à Washington, où il rencontre M. Vernon Walters, sous-directeur chargé de l'Amérique latine.

Deux jours plus tard, il rend visite, à Caracas, à M. Rafael Riva Vasquez, directeur adjoint des services de renseignement vénézuéliens, la DISIP : « Il expliqua (...) qu'il souhaitait avoir des agents dans les ambassades chiliennes à l'étranger, qu'il entraînait déjà des officiers d'ambassades prêts à servir d'agents le cas échéant. Il dit qu'il avait fait plusieurs voyages couronnés de succès pour obtenir le soutien de différents services de renseignement latino-américains.

Tout cela sur la base d'accords verbaux [9]. » Selon M. Rivas, le gouvernement vénézuélien ordonne à la DISIP de repousser les ouvertures du colonel Contreras. C'est le seul refus. Tous les autres pays (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay, Bolivie) acceptent.

Parallèlement, ordre est donné de mettre en place un réseau en Europe. Celui-ci s'articule autour de terroristes d'extrême droite italiens. Ne pouvant éliminer Carlos Altamirano - qui vit en République fédérale allemande sous escorte armée -, ces exécutants s'en prennent à M. Bernardo Leighton, ancien vice-président du Chili et l'un des fondateurs du Parti démocrate-chrétien. Le 6 octobre 1975, M. Leighton et son épouse sont attaqués à Rome par un commando fasciste. Ils s'en tirent, mais Mme Leighton reste paralysée à vie. Malgré cet échec, le général Pinochet rencontre le chef des commandos italiens, un certain Stefano Delle Chiaie, qui accepte de rester à la disposition des Chiliens.

Lors de sa réunion du 19 au 26 octobre 1975 à Montevideo, la CEA approuve l'organisation d'une « première réunion de travail du renseignement national », préparée par le colonel Contreras, qui se tient à Santiago du Chili, du 25 novembre au 1er décembre 1975. Elle a « un caractère strictement secret ». La proposition principale du colonel Contreras porte sur la création d'un fichier continental, « quelque chose, dans ses lignes générales, de semblable à ce qu'a Interpol à Paris, mais spécialisé dans la subversion ». L'opération Condor, version chilienne, est née.

Selon la CIA - qui prétend n'en avoir réellement entendu parler qu'en 1976 [10] -, trois pays membres de Condor, le Chili, l'Argentine et l'Uruguay, « auraient étendu leurs activités de coopération antisubversive afin d'inclure l'assassinat de terroristes de haut rang en exil en Europe ». Alors qu'il était acquis depuis des années que l'échange des informations se passe plutôt de manière bilatérale, « une troisième et très secrète phase de l'opération Condor aurait concerné la formation d'équipes spéciales venant des pays membres, impliquées dans des opérations qui incluraient des assassinats contre des terroristes ou des sympathisants d'organisations terroristes. Par exemple, si un terroriste ou un sympathisant d'une organisation terroriste d'un pays membre était identifié, une équipe spéciale serait expédiée afin de repérer et surveiller la cible. Quand le repérage et la surveillance seraient effectués, une deuxième équipe serait envoyée pour opérer contre la cible. L'équipe spéciale serait équipée de faux documents issus des pays membres. Elle pourrait être composée d'individus venus d'une ou plusieurs nations membres ». Une privatisation des opérations

Pour la CIA, le centre opérationnel de cette « phase trois » se situe à Buenos Aires où une équipe spéciale aurait été constituée. Pendant ce temps, les réunions bilatérales de la CEA continuent entre les différents

pays du cône Sud et leurs effets sont tout aussi brutaux [11].

De nombreuses réunions Condor ont lieu en 1976, souvent avec les mêmes participants qu'au cours des rencontres bilatérales. Toujours selon la CIA, « alors que la coopération existait entre leurs services de renseignement et de sécurité respectifs depuis quelque temps (...), l'effort de coopération n'a pas été formalisé avant la fin mai 1976, quand une réunion Condor eut lieu à Santiago du Chili. Le thème de base de la réunion fut une coopération à long terme entre les services des pays participants mais bien au-delà de l'échange d'informations. Les membres de Condor se donnaient des noms de code numériques : « Condor un », « Condor deux », etc. ».

Une année terrible pour les opposants, réfugiés où ils le peuvent. Sous le prétexte de s'attaquer à des « terroristes », partisans de l'opposition armée, on s'en prend à n'importe qui. Assassins, disparitions, les exécutés latino-américains n'ont plus de frontières. C'est l'époque où M. Henry Kissinger déclare au général Pinochet, lors d'une conversation cordiale tenue le 8 juin à Santiago : « Aux Etats-Unis, comme vous le savez, nous sommes de tout coeur avec vous (...). Je vous souhaite de réussir [12]. »

Une telle répression rend pourtant de plus en plus difficile la conservation du secret. La CIA se fait alors l'écho de rumeurs fâcheuses : « Les officiers de l'armée qui ont été mis sur le sujet ont commencé à en parler ouvertement. Leur blague favorite est que "l'un de leur collègue est en dehors du pays parce qu'il vole comme le Condor". »

Paradoxalement, c'est la politique d'assassinats ciblés inventée par le colonel Contreras qui, au moins formellement, va mettre fin à Condor. L'officier chilien commet en effet l'erreur de faire assassiner l'ancien ministre des affaires étrangères du Chili, Orlando Letelier, à Washington, le 21 septembre 1976. Les Américains enquêtent pour découvrir les commanditaires de cette opération. Le chef d'antenne du FBI à Buenos Aires émet un rapport décrivant Condor et sa « phase trois », dont certains extraits sont repris par la presse américaine. Une commission d'enquête parlementaire travaille bientôt sur la question. Au Chili, la DINA est dissoute et immédiatement remplacée, sans le colonel Contreras.

Ayant fait du respect des droits humains l'un des axes de sa politique, le nouveau président américain, le libéral James Carter, n'accepte pas ce genre d'activités. Ou, pour le moins, il n'entend pas que les Etats-Unis puissent y être mêlés. Généralement, on considère que l'administration américaine fait alors pression sur les pays latino-américains pour qu'ils fassent cesser Condor.

Du 13 au 15 décembre 1976, des représentants de tous les pays membres de l'organisation se rencontrent à Buenos Aires pour discuter des plans futurs, dans ce contexte nouveau. Très clairement, les Argentins (qui, depuis le putsch du 23 mars, dépassent en férocité toutes les autres dictatures) reprennent les choses en main et trouvent, avec les Paraguayens, un autre canal plus discret et plus sûr.

En mars 1977, à Asunción, se déroule la troisième réunion de la Confédération anticommuniste d'Amérique latine (CAL). S'y retrouve la fine fleur des dictatures, du général Gustavo Leigh, membre de la junte chilienne, au général président argentin Jorge Videla, en passant par tout ce que l'Amérique latine compte de tortionnaires et de membres des escadrons de la mort. La CAL est une émanation d'un mouvement international lié aux différents services de renseignement, la Ligue mondiale anticommuniste (WACL).

Durant la réunion, plusieurs problèmes sont soulevés. D'une part, l'attitude américaine visant à réinstaller la démocratie en Amérique latine ; d'autre part, le développement de la guérilla en Amérique centrale ; enfin, le positionnement de certains secteurs de l'église catholique considérés comme appartenant à part entière au mouvement communiste international.

Un plan proposé par les Boliviens, visant à « l'éradication » des religieux adeptes de la théologie de la libération et formalisé sous le nom de « plan Banzer », du nom du dictateur bolivien, sera effectivement appliqué au cours des années suivantes. Il aboutira à l'exécution de centaines de prêtres, religieux, oblats, nonnes, laïcs membres de communautés religieuses, évêques, etc., pour culminer avec l'assassinat de l'archevêque Oscar Romero, à San Salvador (Salvador).

En prenant en main la répression continentale, les Argentins se débarrassent de tout contrôle. D'un certain point de vue, confier la coordination de la répression à des escadrons de la mort, même avec des militaires ou des policiers, revient à « privatiser » les opérations. D'un autre côté, les réunions bilatérales du renseignement continuent et les rencontres de la CEA - tenues sous la houlette des Etats-Unis - se poursuivent. La réunion de 1977 a lieu à Managua, au Nicaragua, et celle de 1979 à Bogotá en Colombie. Les Argentins envoient plusieurs missions en Amérique centrale afin d'aider les forces armées et les polices politiques. De façon à s'affranchir des écoles de guerre américaines, ils commencent à organiser des stages de lutte contre la subversion dès le printemps 1979 à Buenos Aires. La chute de la dictature somoziste, en juillet 1979, va évidemment encourager les Latino-Américains à adopter des standards communs.

Lors de la quatrième réunion de la CAL, présidée par le général argentin Suarez Mason en septembre 1980, à Buenos Aires, des discussions visent à établir une « solution argentine » dans toute l'Amérique latine. Depuis avril 1980, le secrétariat américain à la défense sait que le Chili, l'Argentine, l'Uruguay, le Paraguay et le Brésil remettent sur le tapis l'idée d'une « organisation antiterroriste internationale ». Une nouvelle mouture de Condor ! Pendant ce temps, les massacres perpétrés de manière coordonnée, sous l'égide de la CAL, par des escadrons de la mort et des organismes de sécurité se poursuivent en Amérique centrale. Et les fiches « Agremil » continuent de circuler dans tous les états-majors, avec leurs corollaires : arrestations multinationales, échanges de prisonniers, équipes internationales de tortionnaires, etc.

En 1981, la réunion de la CEA a lieu à Washington : le président républicain Ronald Reagan vient d'être élu. Nouveau tournant. L'existence du Nicaragua sandiniste relance la coopération [13] : il est décidé de signer de nouveaux accords bilatéraux sur l'information concernant les "terroristes" et, surtout, de créer un secrétariat permanent de la CEA, qui sera effectivement installé le 24 mai 1984 à Santiago du Chili.

Ce Chili des militaires va demeurer le dernier rempart contre les communistes en Amérique du Sud (avec le Paraguay) lorsque l'Argentine, en 1983, redevient une démocratie. Entre-temps, l'administration Reagan a confié tant à la CIA qu'au secteur privé et à la CAL son programme de guerre clandestine en Amérique centrale [14]. Quant au contenu idéologique de la CEA, il demeure la guerre contre le communisme international. Seul changement, on trouve désormais sous ce vocable, outre les habituels opposants de gauche et les prêtres, les organisations de défense des droits de la personne. Au fur et à mesure s'y ajoutent les partisans des procès contre les tortionnaires, les juges ou les journalistes, puis les opposants à la corruption dans laquelle les militaires sont largement impliqués.

Formellement, Condor disparaît dans les jungles de l'Amérique centrale quand les Etats-Unis reprennent en main la lutte contre le Nicaragua sandiniste. Plus simplement, la fin de la guerre froide et la somme de ses excès lui portent un coup fatal. Même si l'opération elle-même ne concerne que quelques dizaines ou quelques centaines de victimes ciblées, le bilan général de la répression pour le seul cône Sud, durant cette période, est d'environ 50.000 assassinés, 35.000 disparus et 400.000 prisonniers.

Bien qu'il n'y ait plus d'exécutions ou de tortures institutionnalisées à l'échelon continental, rien ne permet d'affirmer que ces pratiques ont disparu. En témoignent les exactions commises par les paramilitaires colombiens, liés à certains secteurs de l'armée de ce pays. Le 8 mars 2000, un rapport de la Commission sur la sécurité continentale de l'Organisation des Etats américains (OEA) a fait l'historique de dix ans de coopération entre les différents Etats latino- et centre-américains. L'ennemi s'appelle désormais « trafiquant de drogue » plutôt que « communiste », mais globalement le discours, même émaillé de références aux droits humains, reste identique.

Une multitude d'accords ont été signés entre de nombreux pays d'Amérique latine et d'Amérique centrale, et entre ceux-ci et les Etats-Unis. Tous visent à une plus grande coopération bilatérale ou multilatérale, essentiellement dans le domaine du terrorisme, du blanchiment d'argent et du trafic de stupéfiants. La place des armées se voit réaffirmée dans l'organisation du contrôle social.

De même, depuis le milieu des années 1990 et sous l'égide des Etats-Unis, les pays d'Amérique latine multiplient les échanges bilatéraux. Dans le seul domaine du renseignement, on les chiffre par dizaines,

sans compter la Conférence annuelle des services de renseignement des armées des Etats membres de l'OEA. La CEA a continué ses réunions, en Argentine en 1995, en Equateur en 1997. Une conférence militaire multilatérale sur les services de renseignement, la première depuis celle du colonel Contreras en 1975, a été organisée par l'armée bolivienne du 8 au 10 mars 1999, en présence des armées de l'Argentine, du Brésil, de la Colombie, de l'Equateur, des Etats-Unis (commandement sud), du Paraguay, de l'Uruguay et du Venezuela.

La « sécurité des Amériques », priorité chère aux Etats-Unis, ne donne pas forcément la première place à la démocratie. Ce qui a permis Condor ne demande qu'à être réactivé.

Notes :

[1] A Crime Does Not Pay. For the Common Defense, MGM, 1943.

[2] Secretaria Permanente CEA, Boletín Informativo, n° 1, Santiago, Chili, 1985.

[3] Nunca Mas/Conadep, Editorial Universitaria de Buenos Aires, 1984.

[4] Diffusion de l'information sur l'Amérique latine (DIAL), n° 125, Paris, 25 octobre 1973.

[5] Secretaria Permanente CEA, Boletín Informativo, n° 1, op. cit.

[6] Version sténographique publiée par El Autentico, Buenos Aires, 10 décembre 1975.

[7] sociologue, ex dirigeant étudiant, membre du Comité Central du MIR

[8] « Informe de la Comisión de Verdad y Reconciliación », texte officiel complet, 278 pages, publié par La Nación, Santiago, 5 mars 1991.

[9] Témoignage du 29 juin 1979 devant la justice américaine, lors du procès intenté contre les assassins d'Orlando Letelier, à Washington.

[10] Vraie ou fausse, cette affirmation ne peut occulter que le colonel Contreras fut un agent informateur de la CIA de 1974 à 1977, et rétribué par l'Agence jusqu'en 1975 (« par erreur », affirme la CIA), comme l'a révélé un document déclassifié remis au Congrès américain à sa demande, le 19 septembre 2000. El Nuevo Herald, Miami, 20 septembre 2000.

[11] Pour faire face à leur « sale guerre », les Argentins sont les seuls en Amérique latine à ne pas faire appel aux seuls Américains. En 1976, une mission militaire française se trouve à Buenos Aires pour entraîner les forces armées argentines à la lutte antisubversion.

[12] Document déclassifié, cité in El País, 28 février 1999.

[13] Le 1er décembre 1981, un budget de 19 millions de dollars est débloqué par l'administration américaine pour permettre l'entraînement d'un premier contingent de 500 contras (contre-révolutionnaires nicaraguayens) par des officiers argentins.

[14] Lire Pierre Abramovici, « Des millions de dollars pour les "combattants de la liberté" », Le Monde diplomatique, avril 1986.

Pierre Abramovici est journaliste. Il est l'auteur d'*Un rocher bien occupé*, Editions du Seuil, Paris, septembre 2001.

Article publié dans *Le Monde diplomatique*, mai 2001.

<http://www.monde-diplomatique.fr/2001/05/ABRAMOVICI/15179>